



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des achats
de l'État**

Convention interministérielle pour la gestion des déchets d'ameublement professionnels



VALDELIA

SOMMAIRE

1. Préambule	4
1.1 Cadre juridique	4
1.1.2 Du recours au secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS)	5
1.1.3 A la présente convention entre Valdelia et la Direction des achats de l'Etat	5
1.2. Parties à la convention	6
1.2.1 L'éco-organisme Valdelia	6
1.2.2 La Direction des achats de l'Etat (DAE)	6
2. Objet de la convention	6
3. Durée de la convention	7
4. Périmètre de la convention	7
4.1 Services bénéficiaires	7
4.2 Catégories de déchets collectés	7
5. Deux modes opératoires pour collecter et traiter les déchets d'éléments d'ameublement (DEA)	7
6. Les différentes étapes de la passation de commande sur la plateforme Valdelia à l'enlèvement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)	8
6.1 Passation de commande sur la Plateforme Valdelia	8
6.1.1 Un convertisseur à disposition pour l'estimation des volumes	8
6.1.2 Détail des informations à compléter sur le formulaire en ligne par le service bénéficiaire passant la commande	9
6.1.3 Validation de la commande	9
6.1.4 Modification/annulation de commande	9
6.1.5 Modification de planning de collecte par Valdelia	9
6.2 Enlèvement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)	9
6.2.1 Mise à disposition des moyens de collecte	9
6.2.2 Enlèvement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)	9
6.2.3 Traçabilité	10
6.3 Collecte des gisements supérieurs à 20 m3 (1 ^{er} mode opératoire)	10
6.3.1 Chargement des contenants (bennes et camions)	10
6.3.2 Enlèvement des DEA par Valdelia	10
6.3.3 Pénalités en cas de dépôt par le service bénéficiaire de DEA hors périmètre d'agrément de Valdelia	11
6.4 Collecte des gisements inférieurs à 20 m3 (2 ^{ème} mode opératoire)	11
7. Traitement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)	11
8. Conditions d'utilisation du service	12

8.1 Présence de déchets hors du périmètre d'agrément de Valdelia	12
8.1.1 Hors périmètre de Valdelia: cas de déchets non dangereux	12
8.1.2 Hors périmètre de Valdelia : cas des déchets dangereux	12
8.2 Respect de la procédure d'utilisation du service de Valdelia	12
8.2.1 En cas de passage à vide	12
8.2.2 Annulation tardive de collecte	13
8.2.3 Retard de chargement imputable au service bénéficiaire	13
9. Obligations et responsabilité des parties	13
9.1 Suivi de la convention	13
9.2 Obligations et responsabilité de Valdelia	13
9.2.1 Prise en charge des demandes	13
9.2.2 Suivi et information (« reporting »)	13
9.2.2.1 Transmission de statistiques semestrielles	13
9.2.2.2 Transmission de statistiques annuelles	13
9.2.3 Responsabilité	14
9.2.4 Obligation de confidentialité	14
9.2.5 Mesures de sécurité	14
9.3 Obligations et responsabilité du service bénéficiaire	14
9.3.1 Obligations	14
9.3.2. Responsabilité	15
10. Modification de la convention	15
11. Suspension de la convention	15
12. Résiliation de la convention	15
13. Assurance	15
14. Traitement des données à caractère personnel	15
15. Règlement des litiges	16
16. Communication	16
16.1 Communication interne	16
16.2 Communication externe	16
17. Coordination	16

Annexe 1. : Périmètre d'agrément de Valdelia (Listes des mobiliers concernés ou exclus)

Annexe 2. : Guide détenteurs (Utilisation du système d'information, de la demande de collecte à la traçabilité / Vos contacts)

Annexe 3 : Conditions générales d'utilisation du service de Valdelia de collecte et de traitement des DEA détenus par des détenteurs non ménagers

Annexe 4 : RPGD

Annexe 5 : Lexique

ENTRE

Valdelia, société par actions simplifiées à but non lucratif, représentée par Monsieur Arnaud Humbert-Droz en qualité de Président exécutif, dont le siège social est situé 93 rue du Lac – 31670 Labège

Ci-après, dénommée « Valdelia »
D'une part,

ET

La Direction des Achats de l'État, représentée par François Adam, Directeur des achats de l'État, 59 boulevard Vincent Auriol, 75703 Paris Cedex 13

Ci-après, dénommée DAE

D'autre part,

1. Préambule

1.1 Cadre juridique

1.1.1 Du principe de responsabilité élargie du producteur de déchets d'éléments d'ameublement...

Le décret n°2012-22 du 6 janvier 2012 relatif à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (ci-après, « DEA ») instaure le principe de responsabilité élargie du producteur (REP).

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGEC) a fait évoluer les modalités de mise en œuvre de la REP.

Ce principe impose aux metteurs sur le marché d'éléments d'ameublement la prise en charge opérationnelle et financière de la collecte et du recyclage des DEA, en cohérence avec les quantités de produits neufs qu'ils ont mises sur le marché.

Pour répondre à leurs obligations, les metteurs sur le marché peuvent adhérer à un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics, tel que Valdelia.

En adhérant à Valdelia, les metteurs sur le marché de mobilier professionnel répondent à leurs obligations légales et réglementaires, en lui transférant entièrement la charge de l'organisation de la collecte et du recyclage des DEA professionnels dont ils sont responsables.

La réalisation des opérations de collecte et recyclage ainsi que tous les projets conduits par l'éco-organisme (soutien à la réutilisation, recherche et développement, contribution à l'éco-conception, etc.) sont financés par l'éco-contribution versée par les adhérents de Valdélia et refacturée aux acheteurs de produits neufs depuis le 1er mai 2013.

1.1.2 Du recours au secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS)

Compatible avec le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) qui prévoit pour les biens meubles la possibilité de cession à titre gratuit de gré à gré¹ en faveur d'organismes² agissant à des fins non lucratives (article L3212-2), le recours au secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) s'inscrit pleinement dans les objectifs de performance des achats de l'État que porte la DAE.

En outre, le recours au secteur de l'ESS constitue une contribution des services de l'État à l'engagement fort du gouvernement en matière sociale et environnementale, à travers notamment la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire modifiée, la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), la Feuille de route économie circulaire (FREC) du 23 avril 2018 et le Pacte de croissance de l'ESS du 2 juillet 2019.

Cet engagement met particulièrement en exergue l'importance de la prévention de la production de déchets par le réemploi, la réutilisation, le recyclage et la valorisation.

Sur demande expresse du service bénéficiaire, Valdélia recourt aux structures de l'ESS avec lesquelles elle a conventionné pour gérer tout ou partie des opérations (enlèvement et traitement des déchets par réemploi ou réutilisation) dès lors que celles-ci agissent à des fins non lucratives.

La DAE s'engage, au travers de ses actions de communication auprès des services bénéficiaires, à mettre en avant le recours au secteur de l'ESS afin que ces derniers le privilégient dans le cadre de leur demande auprès de Valdélia dès que cela est opportun.

Valdélia mobilise tout son savoir-faire conseil / prescription pour aider les services bénéficiaires à maximiser le recours au réemploi et à la réutilisation.

Valdélia s'engage à assurer, dans le cadre du reporting semestriel prévu à l'article 9.2.2.1, la traçabilité totale des gisements confiés aux structures de l'ESS.

1.1.3 A la présente convention entre Valdélia et la Direction des achats de l'Etat

Respectant le droit en vigueur, la présente convention est conclue en application de l'article 3.6 "*Collecte des éléments d'ameublement usagés directement auprès des utilisateurs autres que les ménages*" du cahier des charges annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 portant cahiers des charges d'agrément des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement désignés à l'article R. 543-240 du code de l'environnement.

Il est rappelé entre les parties qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'impose aux détenteurs de déchets d'éléments d'ameublement professionnels de recourir aux services de Valdélia pour la collecte et le traitement desdits déchets.

Par la conclusion de la présente convention, la DAE permet aux services de l'État, ci-après dénommés « services bénéficiaires³ », de répondre aux exigences de prévention et de réduction des déchets ainsi que de favoriser la réutilisation et le recyclage des DEA professionnels conformément aux dispositions des articles R.543-243 et R. 543-244 du code de l'environnement, ainsi que de permettre un suivi efficient de la gestion de ces DEA du périmètre État.

¹ Désigné par souci de simplicité par le terme de "don"

² Article 238 bis 1b) du code général des impôts

³ Services bénéficiaires : services de l'État utilisateurs des services de Valdélia tels que définis à l'article 4.1 de la présente convention.

1.2. Parties à la convention

1.2.1 L'éco-organisme Valdelia

L'éco-organisme Valdelia œuvre à se conformer aux dispositions du cahier des charges d'agrément annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 précité.

Son agrément du 22 décembre 2017 a été renouvelé pour six (6) ans, jusqu'au 31 décembre 2029, par arrêté du 21 décembre 2023.

Ses principaux objectifs sont de :

- Contribuer au fonctionnement et au développement de la filière ;
- Assurer la collecte des DEA ;
- Favoriser le réemploi et la réutilisation de DEA (le taux de DEA mis à disposition des acteurs de l'ESS qui ont fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation est à minima de 5% du tonnage collecté en l'année N) ;
- Garantir un taux national de recyclage d'au moins 51% des DEA collectés ;
- Favoriser l'éco-conception et contribuer à la prévention des déchets.

Valdelia respecte la hiérarchie des modes de traitement selon l'ordre suivant : favorise la réparation, le réemploi/réutilisation, le surcyclage (upcycling), la valorisation au sens large comprenant le recyclage et la valorisation énergétique plutôt que l'élimination des DEA par enfouissement. (Un lexique en **annexe 5** explicite notamment ces termes).

1.2.2 La Direction des achats de l'Etat (DAE)

Créée par le décret n° 2016-247 du 3 mars 2016, la Direction des Achats de l'État (DAE) a pour mission de définir, sous l'autorité du premier ministre, la politique des achats de l'État.

Elle porte les objectifs de modernisation de la politique d'achat public en contribuant à la maîtrise de la dépense publique et s'assure que les achats de l'État sont effectués dans les conditions facilitant l'accès des petites et moyennes entreprises à la commande publique, contribuant à la diffusion de l'innovation, et respectant des objectifs de développement durable.

Pour la gestion des Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA) professionnels générés par les ministères et autres services relevant du périmètre de l'État, la stratégie interministérielle achat « mobilier de bureau », validée le 26 mars 2015, prévoit le recours systématique à un éco-organisme soit en le sollicitant directement pour ses opérations de collecte et de traitement, soit en spécifiant dans les marchés de déchets de favoriser les filières faisant appel à des éco-organismes.

Pour la DAE, l'utilisation des services de Valdelia permet d'atteindre 6 objectifs :

- contribuer à la préservation des ressources et à la limitation des déchets selon la hiérarchisation décrite en 1.2.1 ;
- soutenir les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS)⁴ dans leurs activités de réemploi et de réutilisation des DEA issus des services de l'État ;
- harmoniser les pratiques des différents services de l'État en matière de gestion des DEA ;
- réduire les coûts de gestion des déchets encombrants au sein desquels les DEA sont souvent dispersés ;
- disposer d'une traçabilité garantie sur le devenir des DEA collectés auprès des services de l'État, et, s'appuyer sur un reporting consolidé permettant le pilotage et la mesure de l'efficacité du recours à la filière agréée, notamment dans ses dimensions sociale et environnementale.

2. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier à l'éco-organisme Valdelia - dans le respect de son périmètre d'activité, conformément au cahier des charges applicable à la filière des DEA - le soin d'assurer la collecte et le traitement des DEA professionnels (**hors mobilier national**) des services bénéficiaires. Elle en précise également le mode opératoire.

⁴ LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire modifiée le 09 décembre 2020

3. Durée de la convention

Sans toutefois pouvoir excéder la durée de validité de l'agrément accordé à Valdelia, en application de l'article R541-86 du code de l'environnement, la présente convention est conclue pour une durée initiale de douze (12) mois reconductible tacitement 5 fois pour une nouvelle durée de douze (12) mois, sauf décision contraire de la DAE notifiée par tout moyen permettant de donner date certaine deux (2) mois avant la date d'échéance. La durée totale de la convention ne peut excéder 72 mois.

La présente convention entre en vigueur à échéance de la précédente convention, soit le 24 janvier 2024.

4. Périmètre de la convention

4.1 Services bénéficiaires

La présente convention s'applique aux services de l'État (administrations centrales, services déconcentrés, juridictions, autorités administratives indépendantes, services à compétence nationale) et certains de ses établissements publics et autres organismes (mentionnés aux 4°, 5° et 6° de l'article 1er du décret du 7 novembre 2012) en France, dont Corse et DROM-COM, ci-après nommés "services bénéficiaires".

4.2 Catégories de déchets collectés

Les déchets à collecter puis à réutiliser, à traiter ou valoriser doivent strictement correspondre à des DEA utilisés à des fins professionnelles au sens de toutes les catégories du III : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de l'article R. 543-240 du code de l'environnement.

A l'exclusion de ceux relevant du Mobilier National, le périmètre de la convention concerne exclusivement les mobiliers professionnels usagés dont l'État n'a plus l'emploi, quels que soient :

- l'origine de leur mise sur le marché et leurs marques ;
- leurs matériaux ;
- leur état, puisqu'ils peuvent être confiés à la filière Valdelia cassés, entiers, démontés ou non.

Les DEA dangereux (amiantés, contaminés...) sont également pris en charge par Valdelia selon un mode opératoire de collecte spécifique à leur dangerosité.

Pour les services bénéficiaires, à l'exception des déchets visés à l'article 8.1 de la présente convention « *Présence de déchets hors du périmètre d'agrément de Valdelia* », la prise en charge par Valdelia de tous les DEA professionnels - y compris les DEA dangereux - couverts par son périmètre d'intervention s'effectue à titre gracieux, opérations de recyclage et de valorisation incluses.

En annexe 1 sont listés les DEA professionnels :

- relevant du champ de compétence de Valdelia (pages 1 à 4)
- exclus de ce périmètre (page 5)

5. Deux modes opératoires pour collecter et traiter les déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

En fonction du seuil de volumes de collecte définis à l'article 3.6 "*Collecte des éléments d'ameublement usagés directement auprès des utilisateurs autres que les ménages*" du cahier des charges annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 portant cahiers des charges d'agrément des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement désignés à l'article R. 543-240 du code de l'environnement, deux modes opératoires distincts permettent aux services bénéficiaires de transmettre leurs DEA à Valdelia.

- Le 1^{er} mode opératoire : pour les gisements de DEA supérieurs à 20 m3, la transmission s'effectue via :
 - o une collecte par Valdelia en pied de bâtiment où se trouvent les DEA
 - ou
 - o en apport direct, soit par une livraison en centres de traitement du réseau Valdelia par le détenteur des déchets s'il le souhaite ; dans ce cas, le détenteur aura recours à ses propres moyens ou à des moyens

mobilisés et pilotés par ses soins.

- **Le 2ème mode opératoire** : pour les gisements de DEA inférieurs à 20 m3, le dépôt de flux de DEA massifiés est réalisé sur les points d'apport volontaires (PAV). Un PAV peut se situer dans un centre de traitement, accessible selon un circuit bien identifié.

L'arbitrage entre ces deux procédés, réalisé automatiquement sur la plateforme internet de Valdelia, se base sur le volume estimé de DEA à prendre en charge comme indiqué à l'article 6.1.1 de la présente convention.

6. Les différentes étapes de la passation de commande sur la plateforme Valdelia à l'enlèvement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

6.1 Passation de commande sur la Plateforme Valdelia

L'accès au service de Valdelia se fait exclusivement par la plateforme <https://www.valdelia.org>

Le guide d'utilisation du site internet permettant de passer la commande est **détaillé en pages 6 à 22 de l'annexe 2** à la présente convention.

Fonctionnant en accès libre, ce site internet nécessite une création de compte dès la première commande, **selon les modalités précisées à l'article « 4. Utilisation de votre compte LEO » de cette annexe, page 17, notamment.**

Chaque commande :

- est réputée être effectuée par le service bénéficiaire en son nom propre;
- doit faire l'objet d'une acceptation des conditions générales d'utilisation du service Valdelia **détaillées en annexe 3** ;
- doit indiquer toutes les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations (cf. article 6.1.2 de la présente convention), notamment les coordonnées :
 - Du site de collecte,
 - D'un interlocuteur sur le lieu d'enlèvement des DEA professionnels.
- **doit comporter impérativement le sigle DAE devant la mention du service bénéficiaire et la précision de son statut** (ministères et sa dénomination, EP, AAI, SCN, API..). **L'insertion de ces 3 informations est indispensable pour des raisons de traitement ultérieur de données statistiques.**
- Pour la saisie de la demande, l'utilisateur de la présente convention doit **communiquer le SIRET et l'adresse de prise en charge** ;
- **Afin de favoriser le recours au secteur de l'ESS** pour la réparation, le réemploi/réutilisation ou le surcyclage (upcycling) des DEA... il est nécessaire de prendre contact avec le conseiller technique qui, sur la base d'un inventaire ou après visite sur place, mobilisera la structure de l'ESS la plus apte à prendre en charge tout ou partie du gisement ;
 - pour tout ce qui ne serait pas pris en charge par la structure de l'ESS, une demande sur LEO sera effectuée pour l'évacuation du surplus.
 - **ATTENTION : pour cette procédure, il est impératif de prévoir un délai de prévenance de deux (2) à trois (3) semaines.**

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, le service bénéficiaire veille, autant que faire se peut, à faciliter le recours au secteur de l'ESS par Valdelia selon les modalités décrites ci-dessus.

Pour toutes questions, il est nécessaire de contacter le conseiller technique selon la cartographie et coordonnées listées en page 22 de l'annexe 2.

6.1.1 Un convertisseur à disposition pour l'estimation des volumes

L'émetteur de la commande s'engage sur le volume des déchets estimé lors de la commande et l'actualise le cas échéant jusqu'à 48 heures avant la date d'intervention.

Afin d'aider le service bénéficiaire qui passe commande à réaliser l'estimation des poids et volumes de ces DEA, un convertisseur automatique (Liste de mobiliers / abaque) permettant ce calcul est disponible sur le site internet de Valdelia.

A réception de l'estimation de volume réalisée et déclarée par le service bénéficiaire à la commande sur le site Internet <https://www.valdelia.org/demande-de-collecte/Valdelia> l'orienter soit vers la solution de :

- collecte en pied d'immeuble ou livraison en centres de traitement (mode opératoire N°1, cf. art.6.3) ;
- dépôt sur PAV. (mode opératoire N°2, cf. art.6.4))

6.1.2 Détail des informations à compléter sur le formulaire en ligne par le service bénéficiaire passant la commande

Après avoir estimé le volume de DEA sur la plateforme Valdelia, le service bénéficiaire qui passe commande renseigne un formulaire précisant toutes les conditions de l'opération de collecte sur site :

- Adresse et spécificités du site sur lequel la collecte est demandée :
 - o Contraintes d'accessibilité ;
 - o Contraintes logistiques spécifiques (limite de charge, limite de hauteur, etc.).
- Informations sur les interlocuteurs opérationnels :
 - o Descriptif de l'opération ;
 - o Dates envisagées de collecte ;
 - o Heures attendues de passage ou de dépose des moyens de collecte.
- **Choix des dates et horaires de mise à disposition des moyens de collecte, qui est à la discrétion du passeur de commande dès lors que la demande intervient dans un délai minimum de 48 heures ouvrées.**

6.1.3 Validation de la commande

Une fois le formulaire dûment complété par le service bénéficiaire qui passe la commande, Valdelia valide définitivement la commande de collecte en deux temps :

- d'abord au cours d'un échange téléphonique.
- puis le service planning de Valdelia ayant programmé les moyens de collecte adaptés à la configuration de l'opération, un courriel de validation est alors envoyé dans un second temps au passeur de commande pour acter la prise en charge de sa commande par Valdelia.

6.1.4 Modification/annulation de commande

Une fois la commande confirmée par Valdelia, **toute modification ou annulation ultérieure est soumise à l'accord écrit (courriel) entre le service bénéficiaire passant la commande et Valdelia, a minima deux (2) jours ouvrés avant la date prévue pour la collecte** via l'adresse courriel .

6.1.5 Modification de planning de collecte par Valdelia

Valdelia s'engage à honorer toutes les commandes passées sur son site internet en se réservant à titre exceptionnel, au moment de l'acceptation, le droit de modifier le planning s'il ne peut pas mobiliser les moyens de collecte attendus aux dates et heures souhaitées par le passeur de commande.

Valdelia en informe le service bénéficiaire concerné au plus tard 48 heures après la commande. Ce-dernier peut refuser ces modifications et convenir avec Valdelia de nouveaux horaires.

6.2 Enlèvement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

6.2.1 Mise à disposition des moyens de collecte

Après acceptation de la commande, Valdelia achemine sur le lieu de livraison les moyens de collecte correspondants.

Le service bénéficiaire s'engage à réserver au prestataire logistique de Valdelia un emplacement accessible pour la manœuvre, la dépose ou le stationnement du moyen de collecte.

Le service bénéficiaire a la charge de maintenir l'intégrité des contenants mis à disposition par Valdelia.

6.2.2 Enlèvement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

Si les opérations de collecte de DEA sur le site du détenteur ne sont pas réalisables du fait du service bénéficiaire, un

passage à vide sera facturé par Valdélia dans les conditions définies à l'article 8.2.1 de la présente convention.

La présence du contact opérationnel désigné par le service bénéficiaire lors de la commande ou son mandataire est obligatoire lors de l'enlèvement des DEA.

6.2.3 Traçabilité

Chaque enlèvement de DEA professionnels en camion ou benne fait l'objet d'une traçabilité individuelle.

Remis au représentant du service bénéficiaire présent le jour de l'enlèvement, un bon de suivi de déchet (BSD) :

- atteste du transfert de responsabilité du service bénéficiaire à Valdélia en matière de gestion des DEA professionnels ;
- indique le lieu de destination des DEA et leur poids estimé.

Pour clôturer l'opération d'enlèvement, tous les chargements sont pesés à réception sur le site de recyclage.

6.3 Collecte des gisements supérieurs à 20 m3 (1^{er} mode opératoire)

Hormis les cas de livraison en centres de traitement du réseau Valdélia par le service bénéficiaire l'ayant souhaité, **et tel que précisé à l'article 5**, les moyens de collecte mis à disposition sont positionnés par Valdélia au pied du bâtiment (ou en cas d'impossibilité au plus près du bâtiment) du service bénéficiaire concerné.

En fonction des conditions d'accessibilité des sites ou des exigences du service bénéficiaire concerné, Valdélia met à disposition des bennes ou des camions.

Toutes les demandes d'autorisation de dépose de bennes sur la voie publique doivent être effectuées en mairie par le service bénéficiaire à l'origine de la commande.

6.3.1 Chargement des contenants (bennes et camions)

Le service bénéficiaire veille à respecter les temps de chargement des contenants mis à disposition tels que définis à l'article 9.2.3 de la présente convention.

Limitées dans le temps, la mise à disposition de :

- **Camions** nécessite de prévoir que le chargement doit être réalisé en **2 heures** ;
- **Bennes**, qui selon les contraintes de chargement peuvent rester soit :
 - **une journée**, dans le cas de dépose sur la voie publique **ou**
 - **plusieurs jours**, uniquement s'il s'agit de sites privés et sécurisés.

6.3.2 Enlèvement des DEA par Valdélia

Aux fins d'enlèvement, le chargement du contenant ne devra pas dépasser le poids maximal autorisé indiqué sur le contenant. En cas de non-respect de ces conditions, Valdélia aura la faculté de demander au service utilisateur, préalablement à leur enlèvement, de vider les contenants surchargés jusqu'à ce qu'ils atteignent le poids maximum prescrit.

Les opérations de collecte nécessitant la réalisation de plusieurs enlèvements par jour et ce, éventuellement, pendant plusieurs jours, seront programmées en respectant les besoins du service bénéficiaire.

Dans tous les cas, Valdélia devra se conformer aux règles de sécurité propres à chaque site et qui lui seront communiquées lors de la passation de commande.

Le chargement des DEA dans les moyens de collecte mis à disposition par Valdélia relève du service bénéficiaire.

Ni Valdélia ni ses prestataires logistiques ne réalisent la manutention et le chargement des mobiliers dans les moyens de collecte.

6.3.3 Pénalités en cas de dépôt par le service bénéficiaire de DEA hors périmètre d'agrément de Valdélia

De manière générale, le service bénéficiaire s'engage à ce que les déchets mis dans les contenants soient conformes aux DEA pris en charge par Valdélia, à l'exclusion de tout autre déchet.

Si Valdélia rend ce service de titre gracieux, il est rappelé que dans le cas où le service bénéficiaire confierait à Valdélia des déchets autres que DEA professionnels, une procédure de gestion de ces déchets s'appliquera telle que décrite à l'article 8.1 « *présence de déchets hors du périmètre d'agrément de Valdélia* ».

Comme indiqué à l'article 8, les pénalités pouvant être appliquées par Valdélia sont décrites à l'annexe 3.

6.4 Collecte des gisements inférieurs à 20 m3 (2^{ème} mode opératoire)

Les gisements de DEA professionnels inférieurs à 20 m3 ne sont pas éligibles à la collecte sur site détenteur.

Pour les gisements inférieurs au seuil de collecte sur site, Valdélia met en place un réseau de points d'apports volontaires (PAV) accessibles à tous types de détenteurs professionnels et sur lesquels les DEA professionnels peuvent être déposés gratuitement et sans prise de rendez-vous.

Un PAV peut être inclus dans un centre de traitement, avec périmètre et modalités d'accès bien identifiés.

La liste des PAV et des sites de réception Valdélia peut être modifiée à tout moment par Valdélia et est consultable sur le site internet suivant :

<http://www.valdelia.org/recycler-ses-meubles-professionnels-usages/comment-recycler-ses-meubles-professionnels-usages/trouvez-votre-pav/>

La création d'un compte utilisateur et la réalisation d'un inventaire sur la plateforme internet Valdélia avec identification de l'apporteur par sa raison sociale est requis.

Un bon d'apport remis à chaque apporteur par le gestionnaire du PAV, indique :

- la nature du site d'accueil ;
- la raison sociale du site d'accueil ;
- la date de l'apport, le lieu d'apport ;
- la raison sociale de l'apporteur, et de l'émetteur des déchets ;
- le poids du flux de DEA apporté ou a minima le nombre d'unités déposées.

Les flux massifiés et mélangés à ceux d'autres apporteurs seront ensuite expédiés au centre de recyclage de la zone géographique.

7. Traitement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA)

Valdélia s'engage à diriger tous les DEA professionnels confiés par les services bénéficiaires vers les centres de traitement sélectionnés par appels d'offres sur la base de leur capacité à respecter les objectifs de recyclage et valorisation attendus par Valdélia ; à savoir :

- pour le recyclage matière : 51% en 2024, 53% en 2026, 55% à partir de 2028
- pour la valorisation : 90% en 2024, 92% en 2026, 94% à partir de 2028.

Après réalisation des opérations de traitement, Valdélia adresse mensuellement au service bénéficiaire l'attestation de prise en charge ou bon de suivi des déchets (BSD) établissant le traitement des déchets. Celle-ci est par ailleurs également téléchargeable sur la plateforme Valdélia.

Cette attestation indique pour chaque adresse de collecte (chantier), les numéros de BSD, les dates d'enlèvement, les poids collectés des DEA, les taux de réemploi/réutilisation, les taux de recyclage des DEA, la nature de leur matière première, leurs codes recyclage, les taux de valorisation matière, les lieux de traitement.

8. Conditions d'utilisation du service

Les conditions générales d'utilisation du service de Valdelia présentées ci-dessous sont détaillées en **annexe 3**.

Si les services de Valdelia sont gratuits pour le détenteur, **en cas de non-respect** des conditions d'utilisation décrites ci-après, **des pénalités peuvent être appliquées par Valdelia au service bénéficiaire** dans les conditions fixées en **annexe 3**.

8.1 Présence de déchets hors du périmètre d'agrément de Valdelia

8.1.1 Hors périmètre de Valdelia : cas de déchets non dangereux

En se référant à la liste des déchets non gérés par Valdelia (cf: **annexe 1** à la présente convention), le service bénéficiaire veille à ne pas inclure dans les contenants mis à disposition par Valdelia des déchets non dangereux n'entrant pas dans le périmètre d'agrément de Valdelia, notamment:

- déchet industriel banal (DIB)
- cartons, papiers, palettes.

Valdelia accepte une présence mineure de ce type de déchets dans ces enlèvements (20% du poids total).

Dans le cas où le gisement de DEA serait pollué par la présence massive (supérieure à 20% en poids du total des déchets évacués) de ce type de déchets, le contenant est déclassé et les coûts d'élimination refacturés sur la base des tarifs forfaitaires à la tonne indiqués dans les conditions générales d'utilisation mentionnées en **annexe 3**.

Toutes les refacturations sont accompagnées de fiches de dysfonctionnement datées, de photos et de tickets de pesée des lots concernés.

8.1.2 Hors périmètre de Valdelia : cas des déchets dangereux

Sauf exception des DEA dangereux pris en charge par Valdelia dans les conditions précisées à l'article 4.2 "*Catégories de déchets collectés*", le service bénéficiaire veille à ce que les déchets mis dans les contenants ne constituent pas de déchets dangereux.

Ces déchets dangereux non pris en charge par Valdelia et devant faire l'objet d'enlèvements et de traitements particuliers, sont les suivants (liste non exhaustive) :

- déchets sous forme liquide;
- déchets explosifs;
- déchets incandescents;
- déchets radioactifs;
- déchets toxiques et/ou polluants ;
- emballages souillés ayant contenu des déchets toxiques et/ou polluants ;
- déchets d'activités de soin.

Dans le cas où ce type de déchet est présent dans les contenants Valdelia, la procédure spécifique de gestion des déchets dangereux s'applique, à savoir :

- enlèvement du contenant par Valdelia et de l'ensemble du lot avec le déchet dangereux ;
- isolation du lot au déchargement sur le site de traitement ;
- prise de photos, renseignement d'une fiche de dysfonctionnement et indication du poids du lot contaminé;
- confinement du déchet le cas échéant, stockage et / ou conditionnements appropriés;
- réexpédition vers la filière de recyclage agréée;
- refacturation au service public utilisateur au réel de tous les coûts de gestion du lot dangereux hors DEA dangereux pris en charge par Valdelia.

8.2 Respect de la procédure d'utilisation du service de Valdelia

8.2.1 En cas de passage à vide

Valdelia considère comme passage à vide, l'absence de flux sur le point de collecte ou une impossibilité d'accès au point de collecte.

Les passages à vide sont facturés au tarif forfaitaire indiqué dans les conditions générales d'utilisation en **annexe 3**.

8.2.2 Annulation tardive de collecte

Les annulations tardives, soit dans un délai inférieur à deux (2) jours ouvrés avant la date initiale de la collecte, sont facturées au service bénéficiaire au tarif forfaitaire du passage à vide indiqué dans les conditions générales d'utilisation en **annexe 3**.

8.2.3 Retard de chargement imputable au service bénéficiaire

Valdelia autorise un délai d'immobilisation des camions porteurs de deux (2) heures maximums. Passé ce délai, les retards de chargement sont facturés au tarif forfaitaire indiqué dans les conditions générales d'utilisation en **annexe 3**.

9. Obligations et responsabilité des parties

9.1 Suivi de la convention

Afin de garantir le bon fonctionnement de la convention et de pouvoir mesurer le recours à la filière Valdelia par l'administration, un comité de pilotage dédié est mis en place.

Composé d'un ou plusieurs représentants de la Direction des Achats de l'Etat, des services bénéficiaires volontaires et a minima d'un représentant de Valdelia, ce comité se réunit une fois par an pour effectuer la revue de convention, et en tant que de besoin si des questions doivent être traitées au cours de l'année.

9.2 Obligations et responsabilité de Valdelia

9.2.1 Prise en charge des demandes

Valdelia a pour obligation de répondre aux demandes de collecte de tout détenteur (couvert par la présente convention) de DEA professionnel conforme aux contraintes de son cahier des charges.

9.2.2 Suivi et information (« reporting »)

Valdelia a pour obligation de suivre la traçabilité des gisements qui lui sont confiés depuis leur source (collecte sur site ou apport sur PAV) jusqu'à leur traitement sur sites de recyclage (nature et taux de réemploi/réutilisation, recours à l'ESS, valorisation par matière, classement ICPE des sites de traitement, etc).

9.2.2.1 Transmission de statistiques semestrielles

Le suivi des opérations de réemploi et de réutilisation par l'ESS fait l'objet d'une traçabilité dédiée par commande, et ce, conformément à l'article 5 de la présente convention comprenant :

- le nom des structures ayant collecté du mobilier en vue de réemploi et réutilisation;
- les quantités collectées en vue de réemploi et réutilisation;
- les quantités réemployées et réutilisées (vendues, données, gardées en propre) ;
- le taux de réemploi.

Ces statistiques sont transmises semestriellement à la DAE

9.2.2.2 Transmission de statistiques annuelles

Valdelia s'engage à effectuer une synthèse globale annuelle des opérations réalisées pour le compte de l'administration.

Dans le cadre de la présente convention le retour statistique d'information s'effectue à deux niveaux :

- **Consolidé pour le compte de la DAE** en indiquant les volumes totaux de DEA professionnels collectés et recyclés par ministère et établissement public.

- les DEA collectés et réemployés par les ESS font également l'objet d'un suivi statistique annuel (volume confié aux ESS et taux global de réutilisation).
- **Consolidé pour chaque service bénéficiaire par site utilisateur** en précisant les volumes de DEA professionnels collectés, et recycles.
 - les DEA collectés et réemployés par les ESS font également l'objet d'un suivi statistique annuel (volume confié aux ESS et taux global de réutilisation).

Annuellement les opérations de réemploi et réutilisation par l'ESS font l'objet d'une estimation du nombre de salariés en insertion mobilisés sur les activités « seconde vie » de Valdelia.

Ces statistiques sont adressées annuellement à la DAE à l'adresse indiquée à l'article 17 copie à achatsresponsables.dae@finances.gouv.fr

9.2.2.3 Autre temporalité de transmission

À tout moment, la DAE et les services bénéficiaires peuvent disposer de toutes les pièces justificatives (attestations de prises en charge/BSD, tickets de pesées) et statistiques des opérations réalisées depuis le site Valdelia et leur compte client. (Article 4.1 « Téléchargement d'une attestation de prise en charge » de l'annexe 2).

9.2.3 Responsabilité

La responsabilité contractuelle de Valdelia est limitée à la réparation des dommages matériels directement liés à l'exécution de la présente convention ; cette dernière étant limitée forfaitairement à un montant de 20 000 €.

En aucun cas la responsabilité de Valdelia ne peut être engagée :

- lors d'erreurs ou d'omissions commises par le service bénéficiaire dans l'exécution de la présente convention, en particulier s'il s'agit :
 - de retards d'évacuation générés par le service bénéficiaire ou son prestataire ;
 - du retard de prise en charge de volumes supplémentaires non déclarés dans la demande d'enlèvement.
- en cas de force majeure rendant impossible à Valdelia l'exécution de ses obligations découlant de la présente convention.

9.2.4 Obligation de confidentialité

Valdelia s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, documents ou éléments de toute nature signalés comme tels par les services bénéficiaires, auxquels Valdelia a eu accès lors de l'exécution de la présente convention.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

9.2.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant de Valdelia est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Les services bénéficiaires signalent ces mesures à Valdelia **au moment de la commande**.

9.3 Obligations et responsabilité du service bénéficiaire

9.3.1 Obligations

Le service bénéficiaire s'engage à respecter ses obligations à chacune des étapes du processus, à savoir de la commande à l'enlèvement des DEA selon les modalités précisées à l'article 5 de la présente convention.

A des fins de sécurisation des données statistiques, le détenteur précise obligatoirement le sigle "DAE" devant la dénomination du service de l'Etat auquel il appartient (par exemple en précisant la direction et le ministère) au moment de la commande. Il précise impérativement son statut (ministères et sa dénomination, EP, AAI, SCN, API...) et autres

informations comme prévu à l'article 6.1 de la présente convention.

9.3.2. Responsabilité

La responsabilité du service bénéficiaire est limitée aux dommages matériels, directement liés à l'exécution de la présente convention.

En aucun cas la responsabilité du service bénéficiaire ne peut être engagée :

- pour des erreurs ou des omissions commises par Valdelia dans l'exécution de la présente convention ;
- en cas de force majeure rendant impossible l'exécution de ses obligations découlant de la présente convention.

10. Modification de la convention

Toute modification de la présente convention est soumise à l'accord écrit des parties et doit faire l'objet d'un avenant.

11. Suspension de la convention

Conformément à son article 3, la présente convention est suspendue de plein droit avec effet immédiat sans ouvrir droit à indemnité pour le service bénéficiaire, en cas de suspension de l'agrément accordé à Valdelia.

Elle peut également être suspendue en cas d'impossibilité, résultant de la force majeure, pour l'une ou l'autre des parties d'exécuter la présente convention.

12. Résiliation de la convention

La présente convention est résiliée de plein droit par chacune des deux parties à la condition de respecter un préavis d'un (1) mois, sans ouvrir droit à indemnité en cas de retrait de l'agrément accordé à Valdelia, en application de l'article R. 543-252 du code de l'environnement ou un (1) mois avant la date d'expiration de l'agrément.

Durant l'exécution, les représentants de Valdelia informent la DAE immédiatement de toute modification concernant cet agrément.

Elle peut être résiliée par chacune des parties et à tout moment à la condition de respecter un préavis d'un (1) mois, sans ouvrir droit à indemnité dans le cas où l'une des parties refuserait une modification de la convention rendue nécessaire par une évolution de la réglementation relative aux DEA professionnels ou du cahier des charges applicable à la filière des DEA.

13. Assurance

Valdelia maintient en vigueur pendant toute la durée de la convention une police d'assurance garantissant sa responsabilité pour tous les dommages causés par elle-même et ses préposés dans le cadre de l'exécution du service.

14. Traitement des données à caractère personnel

La convention n'a pas pour objet la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles mais son exécution peut conduire Valdelia à mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel.

Valdelia s'engage à respecter son obligation de confidentialité et la protection des données à caractère personnel.

Chaque partie s'engage à respecter toute disposition résultante :

- de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Valdelia s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution de sa prestation, auprès des salariés des services bénéficiaires et/ou des opérateurs extérieurs.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant à la présente convention.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, Valdelia garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne.

- Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par la DAE ou tout service bénéficiaire.

La politique de Valdelia en matière de confidentialité est fournie en **annexe 4**.

15. Règlement des litiges

Tous les litiges auxquels les présentes conditions pourraient donner lieu, concernant tant sa validité, son interprétation, son exécution, leurs conséquences et leurs suites, qui n'auront pas abouti à un règlement amiable sont soumis au Tribunal de Commerce de Paris.

16. Communication

16.1 Communication interne

La présente convention doit faire l'objet d'une communication ciblée auprès des services potentiellement détenteurs de mobiliers professionnels usagés.

La DAE s'engage à diffuser auprès des services bénéficiaires concernés la prescription d'utilisation de la filière Valdelia.

Valdelia met gracieusement à disposition de la DAE et des services bénéficiaires des supports et outils de communication permettant d'assurer la promotion et la diffusion de la convention.

Valdelia s'engage à réaliser, à la demande des services bénéficiaires et de la DAE, dans la mesure de ses possibilités, des actions de sensibilisation en direction des agents.

16.2 Communication externe

La présente convention doit permettre à Valdelia et à la DAE de communiquer sur des actions d'intérêt.

Sur accord écrit du service bénéficiaire, Valdelia se réserve la possibilité d'utiliser des opérations réalisées comme référence dans le cadre de sa politique de communication.

La prise de photographies ou de vidéos par Valdelia au cours d'une opération doit également faire l'objet d'un accord écrit du service bénéficiaire.

17. Coordination

Les personnes en charge de la bonne application des présentes stipulations sont :

- Pour Valdelia :

NASSAR Michel, Directeur Collecte

Mel : michel.nassar@valdelia.org

Tel : 07 81 14 38 92

- Pour la DAE :

Sabine REBOURS

Mel : sabine.rebours@finances.gouv.fr

Tel : 06 25 20 60 55

Fait en deux exemplaires originaux

Pour Valdelia

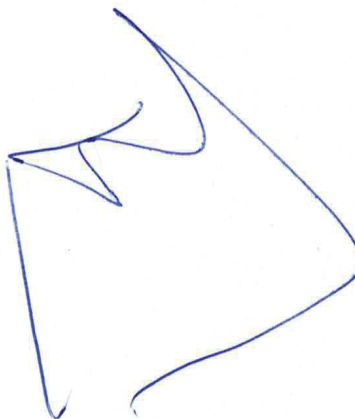
VALDELIA SAS
ZAC de l'Hers - 93 rue du Lac
31670 LABEGE
SIRET 537 406 373 00036 - NAF 7490B
TVA Intracom. FR 76 537 406 373

Nom : Arnaud Humbert-Droz

Titre : Président Exécutif

Le: 23/01/2024

Pour la DAE



Nom : François ADAM

Titre : Directeur des achats de de l'Etat

Le:

le 02/02/2024

